

Rapport de gestion

31 mai 2021

Ressources Géoméga inc. Table des matières

1.	Profil et mission de la Société	4
2.	Sommaire corporatif	
3.	Perspectives des prochains mois	6
4.	Activités d'exploration et de validation de la technologie de séparation	
5.	Faits saillants financiers	10
6.	Résumé des résultats trimestriels	
7.	Situation de la trésorerie et sources de financement	13
8.	Obligations contractuelles	13
9.	Arrangements hors bilan	
10.	Opérations entre apparentés	14
11.	Instruments financiers	
12.	Régime d'option d'achat d'actions	15
13.	Risques et incertitudes	15
14.	Principales méthodes comptables, estimations, jugements et erreurs	
15.	Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière	20

Rapport de gestion
Pour l'exercice terminé le 31 mai 2021

Le présent rapport de gestion (le « rapport de gestion ») de Ressources Géoméga inc. (la « Société » ou « Géoméga ») constitue la revue par la direction des facteurs qui ont affecté la performance financière et opérationnelle de la Société pour l'exercice terminé le 31 mai 2021. Ce rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers consolidés audités de la Société au 31 mai 2021 préparés selon les normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« IASB »). À moins d'indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens.

Le Rapport de Gestion contient des énoncés d'ordre prospectif, non appuyés par des faits historiques. Les énoncés prospectifs expriment, à la date du Rapport de Gestion, les estimations, prévisions, attentes et opinions établies par la direction à l'égard d'évènements et résultats futurs. Les énoncés prospectifs exprimés dans le rapport sont raisonnables, mais ils comprennent certains risques et incertitudes et il n'y a aucune garantie que ces énoncés s'avéreront exacts. Aussi, il pourrait y avoir des différences importantes entre les résultats réels et évènements futurs et les prévisions formulées dans ces énoncés. Les facteurs pouvant faire en sorte que les résultats ou évènements diffèrent sensiblement des attentes actuelles exprimées ou suggérées dans ces énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, la conjoncture économique, les fluctuations des cours des métaux sur le marché, les risques liés à l'industrie minière, les incertitudes relatives à l'estimation des réserves minérales et les besoins additionnels de financement ainsi que la capacité de la Société d'obtenir ce financement.

Davantage d'information sur la Société et ses opérations a été déposée électroniquement sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) au Canada (www.sedar.com).

Abréviation	Période
T1-20	1 juin 2019 au 31 août 2019
T2-20	1 septembre 2019 au 30 novembre 2019
T3-20	1 décembre 2019 au 29 février 2020
T4-20	1 mars 2020 au 31 mai 2020
Exercice 20	1 juin 2019 au 31 mai 2020
T1-21	1 juin 2020 au 31 août 2020
T2-21	1 septembre 2020 au 30 novembre 2020
T3-21	1 décembre 2020 au 28 février 2021
T4-21	1 mars 2021 au 31 mai 2021
Exercice 21	1 juin 2020 au 31 mai 2021

1. NATURE DES ACTIVITÉS

Géoméga est une société d'exploration et d'évaluation minière dont l'objectif est la découverte et la mise en valeur durable de gisements économiques de métaux au Québec. Géoméga s'engage à respecter les normes de l'industrie minière canadienne et à se démarquer par son ingénierie innovante, l'engagement des parties prenantes et son dévouement à la transformation locale. Les actions ordinaires de la Société se transigent à la Bourse de croissance TSX (la « Bourse ») sous le symbole GMA.

Alors que la société délaisse les énergies fossiles pour des sources alternatives d'énergie durables, Géoméga croit que le futur de l'énergie verte réside dans un des éléments de terres rares (« ETR ») appelé néodyme. Le néodyme revêt une importance vitale pour la production d'aimants permanents à haute performance utilisés dans une grande variété de moteurs électriques. La demande de tels moteurs est en constante croissance avec l'augmentation des initiatives en énergie durable tel que les véhicules électriques et hybrides et les éoliennes.

Rapport de gestion
Pour l'exercice terminé le 31 mai 2021

1. NATURE DES ACTIVITÉS (SUITE)

Innord Inc. (« Innord ») représente le bras innovation de Géoméga créé en mars 2015 pour optimiser la valeur du procédé de séparation en facilitant son développement grâce à des investissements directs de partenaires financiers clés. Innord est une filiale de Géoméga qui détient tous les droits du procédé d'ISR (Innord's Separation of REE) et les équipements de laboratoire. L'objectif principal d'Innord est la réussite de son procédé ISR pour les ETR. Toutes les initiatives en recherche et développement de la Société passent par Innord.

2. SOMMAIRE CORPORATIF

2.1 Placement privé

Le 6 novembre 2020, la Société a clôturé un placement privé composé de 14 559 093 unités au prix de 0,17 \$ CA et de 150 000 unités au prix de 0,13 \$ US pour un produit brut total de 2 500 656 \$. Chaque unité est composée d'une action et d'une bon de souscription, chaque bon de souscription donnant le droit d'acquérir une action au prix de 0,22 \$ l'action jusqu'à la date qui est de 24 mois à compter de leur émission et par la suite au prix de 0,25 \$ jusqu'à la date qui est de 36 mois après leur émission.

Au total, 526 544 options de courtiers ont été attribuées au prix de 0,22 \$ en lien avec le placement privé.

2.2 Actions émises en règlement d'une dette

Le 27 janvier 2021, la Société a conclu une entente pour émettre des actions en règlement d'une dette de 47 858 \$ représentant les intérêts courus sur un financement par débenture convertible clôturé le 13 août 2017 et converti en actions ordinaires en août 2019 en excluant les intérêts courus, ainsi que d'autres services de consultation antérieurs. En contrepartie du règlement de la dette, la Société a émis un total de 140 754 actions ordinaires au prix réputé de 0,34 \$ l'action. Un administrateur et un dirigeant de la Société faisaient partie des créanciers et ont bénéficié de ce règlement de dette en actions. Les actions ont été émises à une valeur de 0,46 \$, ce qui correspond à la valeur de l'action le 9 février 2021, date à laquelle la transaction a été approuvée par la TSX.

2.3 Autres sources de financement

Au cours de l'exercice 21, la Société a reçu un total de 1 418 105 \$ provenant de l'exercice de 6 527 511 bons de souscription, 16 000 options de courtier et 2 271 250 options. Au total, 8 814 761 actions ont été émises. Entre le 1^{er} juin 2021 et le 15 septembre 2021, 737 875 bons de souscriptions, 104 800 options de courtiers et 800 000 options supplémentaires ont été exercés pour une entrée de trésorerie totale de 244 535 \$.

Le 3 septembre 2020, la Société a annoncé qu'elle a obtenu un financement par dette supplémentaire de 1 326 000 \$ qui sera utilisé pour construire l'usine de démonstration de recyclage d'aimants de terres rares à Saint-Bruno-de-Montarville. Le montant s'ajoute à la première tranche de 1 720 000 \$ annoncée le 7 février 2020, pour un financement total de 3 046 000 \$.

Le 9 octobre 2020, la Société a vendu les dortoirs qui étaient situés sur la propriété Montviel pour un total de 50 000 \$. Ces dortoirs n'avaient pas été utilisés par la Société depuis 3 ans et avaient étaient complètement amortis dans les livres de la Société.

Le 18 décembre 2020, la Société et sa filiale Innord ont reçu chacune un montant supplémentaire de 20 000 \$ du programme de prêts d'urgence en lien avec la crise de la COVID-19, portant le total des prêts reçus à 120 000 \$, sans intérêt jusqu'au 31 décembre 2022, dont 40 000 \$ sont non-remboursables si la totalité des prêts est remboursée avant cette date.

Rapport de gestion
Pour l'exercice terminé le 31 mai 2021

2. **SOMMAIRE CORPORATIF** (SUITE)

2.4 Usine de démonstration

Le 16 juillet 2020, la Société et USA Rare Earth, LLC, partenaire de financement et de développement du Round Top Heavy Rare Earth and Critical Minerals Project dans l'ouest du Texas, ont annoncé avoir signé une lettre d'intention (LOI) pour recycler les rebuts contenant des terres rares de la future usine de USA Rare Earth pour la production d'aimants permanents en néodyme fer bore fritté (NdFeB) (néo-aimants frittés) située aux États-Unis.

Le 6 août 2020, la Société a fait le point sur les activités d'ingénierie et de développement de l'usine de démonstration. Géoméga a reçu de Hatch les schémas de procédés, la liste d'équipements, les services publics, les tableaux de flux et un bilan thermique et massique pour le processus qui a été développé par le Dr. Pouya Hajiani, chef de la technologie de la Société. Plusieurs modifications et améliorations ont été apportées au processus, qui fera l'objet de plusieurs essais de démonstration sur l'unité pilote de la Société à ses installations de Boucherville au Québec. Les essais du processus mis à jour seront également utilisés pour collecter les données nécessaires sur les émissions à des fins de délivrance de permis. Les modifications et améliorations comprennent une simplification de plusieurs unités de fonctionnement, la validation de divers paramètres pour la sélection des équipements et la récupération des sous-produits. Les essais pilotes sont en cours depuis le mois d'août 2020, tandis que d'autres activités d'ingénierie se poursuivent à l'interne.

Le 12 janvier 2021, la Société a annoncé la réussite des tests et de l'optimisation de son usine pilote de 2° génération, confirmant la validité de sa technologie de recyclage des aimants de terres rares. En même temps, la Société a indiqué que la prochaine phase d'ingénierie débutera sous peu, suivie de la commande et de la réception de l'équipement pour la construction de la plus grande usine de démonstration située à Saint-Bruno, au Québec.

Quatre cycles complets d'essais couvrant l'ensemble du processus de recyclage ont été réalisés à ce jour et ont confirmé l'efficacité de la technologie de la Société à produire des terres rares. Les essais de l'usine pilote ont également validé et facilité la sélection des équipements pour l'usine de démonstration. De plus, une partie importante de l'usine pilote consistait à valider l'efficacité des processus:

- Récupération de terres rares> 90%,
- Régénération du réactif principal environ 90%
- Pureté du produit (> 99,5% REO)
- Mise à jour de la conception du chauffage et du refroidissement pour confirmer le programme de processus (processus de 3 lots par quart de travail de 8 heures).

De plus, deux nouvelles fonctionnalités ont été testées avec succès et intégrées au processus de recyclage de la Société:

- Bore une composante petite mais importante dans les aimants NdFeB (Néodyme Fer Bore), peut maintenant être récupéré comme sous-produit du processus. Cela aura un impact positif sur l'efficacité énergétique et les revenus prévus du projet.
- L'hydrogène un carburant d'énergie propre émergent au Québec et dans le monde. Le procédé a démontré une capacité à produire de l'hydrogène en tant que sous-produit pouvant être collecté. La récupération d'hydrogène est importante en raison de son potentiel de réduction de la consommation énergétique globale du projet. Plus important encore, la récupération de l'hydrogène démontre le potentiel d'application du procédé à d'autres charges riches en métaux qui manquent d'éléments de valeur et qui ne sont donc pas recyclées aujourd'hui en raison de conditions économiques peu attrayantes.

Rapport de gestion
Pour l'exercice terminé le 31 mai 2021

2. **SOMMAIRE CORPORATIF** (SUITE)

Le 4 février 2021, la Société et Everwin Magnetics Co., Ltd. Ltd. ont signé une lettre d'intention (LOI) pour recycler les rebuts de production à base de terres rares provenant des futures installations de production d'Everwin en Ontario, Canada. Everwin développe la première usine de production d'aimants NdFeB au Canada qui couvrira l'usinage jusqu'au traitement de surface et vise à démarrer avec une production annuelle approximative de 300 tonnes d'aimants de terres rares. Son objectif est de fournir des aimants et des moteurs au marché nord-américain tandis que sa société mère, Forte Mobility, se spécialise dans les véhicules électriques et les systèmes de batteries.

2.5 Enquête AMF

Le 14 juillet 2016, la Société a annoncé l'ouverture d'une enquête, portant sur des activités de négociation sur les titres Géoméga par un employé pouvant être en possession d'information et ayant pu être divulguée à d'autres, par l'Autorité des marchés financiers (« AMF »), l'autorité en valeurs mobilières dans la province de Québec. À la lumière de ces allégations, la Société a mis en place des garanties opérationnelles pour protéger ses intérêts et ceux de ses actionnaires. La Société comprend que l'enquête de l'AMF est close et nous pouvons confirmer qu'aucune réclamation ou accusation n'a été déposée contre la Société ou l'employé.

2.6 Traitement des résidus de bauxite

Le 25 mai 2021, la Société a annoncé que sa filiale Innord a conclu un accord de collaboration de recherche avec un partenaire industriel international pour extraire les terres rares, le scandium et d'autres métaux critiques et potentiellement précieux des résidus de bauxite (BR). Innord a développé la technologie et l'a testée à petite échelle. Les tests et une analyse technico-économique interne se poursuivront désormais en collaboration avec le partenaire et mèneront le projet vers le pilotage.

3. PERSPECTIVES DES PROCHAINS MOIS

La validation de la technologie de séparation en transformant des résidus industriels a été et demeure le principal objectif de Géoméga depuis 2015. La Société est déterminée à produire des oxydes de terres rares qui entrent dans la production d'aimants permanents, à partir de résidus industriels à forte teneur.

Les objectifs de la Société pour les prochains mois incluent:

- Compléter l'ingénierie détaillée pour l'usine de démonstration
- Obtention des permis pour l'usine de démonstration
- Sélectionner une entreprise de construction
- Sélection les fournisseurs et commande des équipements
- Poursuite des tests de séparation pour obtenir une pureté de 99,9% et plus
- Assurer d'autres sources d'approvisionnement pour assurer la rentabilité à long terme des opérations commerciales de l'usine
- Sécuriser des ententes d'approvisionnement avec des clients potentiels
- Faire progresser la technologie des résidus de bauxite vers une usine pilote
- Optimisation progressive du schéma des procédés de Montviel
- R&D sur différents matériaux (rebuts miniers et industriels) pour récupérer efficacement les ETR et autres métaux en utilisant la technologie exclusive d'Innord
- Surveiller l'impact du COVID-19 sur le marché et aiuster les activités en conséquence

Rapport de gestion Pour l'exercice terminé le 31 mai 2021

4. ACTIVITÉS D'EXPLORATION ET DE VALIDATION DE LA TECHNOLOGIE DE SÉPARATION

4.1 Sommaire des dépenses sur la propriété Montviel

Montviel	Exercice 2021	Exercice 2020
	\$	\$
Acquisition et renouvellement	9 282	813
Exploration		
Salaires et charges sociales	748	15 143
Rémunération à base d'actions	18 704	13 644
Géologie	240	611
Transport et hébergement	113	70 659
Géophysique	60 310	-
Amortissement des immobilisations corporelles	-	3 343
Taxes, permis et assurances	250	3 182
Facturation – location	-	(21 117)
Total exploration	80 365	85 465
Évaluation		
Salaires et charges sociales - procédé de séparation	530 916	360 009
Procédé de séparation	63 742	72 721
Amortissement des immobilisations corporelles	18 701	22 800
Ingénierie	77 400	494 449
Total évaluation	690 759	949 979
Total des dépenses d'E&E brutes	780 406	1 036 257
Subventions gouvernementales	(316 248)	(355 554)
Crédits d'impôts, nets	(109 941)	(65 781)
Dépenses nettes d'E&E – Montviel	354 217	614 922

Alain Cayer, géo., M.Sc., vice-président exploration, une personne qualifiée selon le Règlement 43-101, a supervisé et approuvé la rédaction des informations techniques dans les sections 4.1, 4.2 et 4.3.

La Société est propriétaire à 100% de la propriété Montviel, située à environ 100 km au nord de Lebel-sur-Quévillon et à 45 km à l'ouest de la Première nation crie de Waswanipi. La propriété Montviel comprend 162 claims miniers totalisant 8 998 hectares au 31 mai 2021.

Un levé géophysique a été réalisé dans la partie nord de la propriété Montviel où un récent pic des activités d'exploration aurifère a été observé. Les travaux serviront à renouveler les claims nordiques qui se trouvent dans les ceintures fertiles de roches vertes qui ont vu d'importantes découvertes aurifères dans la région au cours des 12 derniers mois.

4.2 Développement et commercialisation de la technologie ISR

Dr Pouya Hajiani, inventeur du procédé, ingénieur et chef de la technologie (« CTO ») de Géoméga, a supervisé et approuvé les informations techniques de cette section.

Géoméga développe des technologies innovantes pour l'extraction et la séparation des éléments de terres rares et d'autres métaux critiques essentiels pour un avenir durable. Axés sur les énergies renouvelables, l'électrification des véhicules, l'automatisation, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la consommation d'énergie, les aimants de terres rares ou néo-aimants (NdFeB) sont au centre de toutes ces technologies. La stratégie de Géoméga s'articule autour de la réduction progressive des risques de sa technologie ISR innovante tout en travaillant directement avec les principaux acteurs de ces industries pour recycler les aimants qui alimentent toutes ces technologies.

Rapport de gestion Pour l'exercice terminé le 31 mai 2021

4. ACTIVITÉS D'EXPLORATION ET DE VALIDATION DE LA TECHNOLOGIE DE SÉPARATION (SUITE)

La Société a mené à bien une mise à l'échelle pilote en 2019, a fait valider son matériel par des utilisateurs potentiels pour la fabrication d'aimants permanents et s'est depuis concentrée sur la prochaine mise à l'échelle de la technologie pour une usine de démonstration. Géoméga a reçu de Hatch la documentation requise pour passer à l'étape suivante de l'ingénierie et travaille depuis août 2020 à l'achèvement de sa deuxième usine pilote pour valider et confirmer certains des changements apportés à la technologie depuis 2019. Ce travail de validation s'est terminé avec succès en janvier 2021.

Géoméga progresse vers la construction de l'usine de démonstration qui utilisera la technologie ISR pour recycler les aimants de terres rares et produire des oxydes de terres rares. Le 1er octobre 2019, la Société a publié les résultats de l'étude Front-End Engineering & Design («FEED»). La conception mise à jour a été mise à l'échelle afin de fonctionner sur un seul quart de travail de 8 à 10 heures. Grâce à cette augmentation du dimensionnement et à l'optimisation des processus par Géoméga, l'usine de démonstration pourrait atteindre une capacité de débit de 1,5 tonne par quart de travail, soit une augmentation de 50% par rapport à la conception initiale. Sur une base horaire, cela démontre une augmentation de 4,5X.

Les travaux d'ingénierie à ce jour ont confirmé que le processus ISR (Innord Separation of Rare Earths) qui a été développé par Innord, est techniquement réalisable et utilise des équipements prêts à l'emploi, ce qui facilite sa mise à l'échelle.

En septembre 2020, la Société a fourni une mise à jour des coûts en capital (y compris le fonds de roulement) pour l'usine de démonstration, qui sont passés de 3,2 M \$ à 4,8 M \$. Bien que le coût de l'équipement demeure le même que celui présenté dans l'étude FEED, la Société a révisé à la hausse l'estimation pour la construction de l'usine et pour le reste des coûts d'ingénierie.

La Société a publié les résultats positifs des essais pilotes en janvier 2021 et poursuit maintenant les travaux d'ingénierie internes qui permettront de commencer à commander des équipements. En parallèle, des discussions sont en cours avec des firmes externes pour achever la prochaine étape d'ingénierie requise pour commencer la construction. Les discussions avec les fournisseurs et les entreprises de construction sont en cours et la Société cherche à commander les principaux articles à l'automne 2021.

4.3 Géochimie environnementale

Il y a quatre (4) études environnementales en cours sur Montviel. Ce sont des études à long terme avec des échantillonnages répétitifs.

4.4 Étude économique préliminaire (« EEP »)

L'engagement corporatif au développement durable a dicté les paramètres opérationnels du projet Montviel suivants: i) scénario d'exploitation souterrain avec remblai en pâte, ii) réduction des réactifs devant être transportés par la route et iii) opérations électriques avec une ligne de courant à faible tension. Il aura fallu plus de 3 ans et demi de travaux et d'optimisation métallurgiques pour répondre à ces trois paramètres.

En 2015, le schéma des procédés de Montviel a été simplifié. La totalité de l'acide nécessaire pour l'hydrométallurgie sera générée sur le site avec l'insertion d'une unité de régénération d'acide en circuit fermé. De plus, 2 ajustements physiques à l'étape de la bénéficiation ont diminué significativement la masse de minerai se déplaçant à l'hydrométallurgie.

La Société continue d'évaluer le marché des terres rares et estime que le gisement de Montviel, avec la plus grande estimation de ressources de type bastnaesite 43-101 en Amérique du Nord, pourrait démontrer une économie solide basée sur sa technologie exclusive, même aux prix actuels du marché.

Rapport de gestion Pour l'exercice terminé le 31 mai 2021

4. ACTIVITÉS D'EXPLORATION ET DE VALIDATION DE LA TECHNOLOGIE DE SÉPARATION (SUITE)

La Société continue d'optimiser et d'améliorer graduellement le schéma des procédés en ajoutant les modifications qui avaient été complètés sur la technologie depuis 2015. Ces modifications continuent d'améliorer le processus et de rendre le projet Montviel plus robuste économiquement, moins vulnérable aux fluctuations des prix REO et plus respectueux de l'environnement en fermant de la boucle de traitement. Une fois les optimisations et les améliorations terminées, la Société publiera le EEP sur le projet.

4.5 Traitement de résidus de bauxite

Dans le cadre des efforts continus visant à appliquer sa technologie de traitement écologique à diverses sources d'approvisionnement, la filiale en propriété exclusive de la Société, Innord, a mis au point un procédé à petite échelle pour traiter les résidus de bauxite (« RB »), un sous-produit potentiellement précieux qui est généré au cours de raffinage de l'alumine par le procédé Bayer. Innord a conclu un accord de collaboration de recherche avec un partenaire industriel international pour extraire des éléments des terres rares (ETR), du scandium (Sc) et d'autres métaux critiques et potentiellement précieux de ce matériau facilement disponible.

De grandes quantités de cette boue rouge caustique sont générées chaque année dans le monde, ce qui pose des défis environnementaux et de sécurité. L'entreposage des résidus de bauxite est un défi pour les raffineries d'alumine avec plus de 80 usines à travers le monde produisant actuellement de l'alumine à partir de minerai de bauxite. On estime que plus de 1,5 million de tonnes de résidus de bauxite sont générées chaque année et à mesure que la demande d'aluminium métallique augmente, la production de résidus de bauxite augmente également. En raison de la croissance démographique, bon nombre de ces usines sont maintenant situées à l'intérieur de zones urbaines, ce qui limite l'espace de stockage alors que les réglementations environnementales augmentent et menacent ces opérations. La fermeture de ces raffineries d'alumine pourrait entraîner la perte de milliers d'emplois et des millions de dollars de retombées économiques pour ces régions. Avec plus de 4 milliards de tonnes de RB stockées dans les résidus dans le monde, cette matière première représente une valeur potentielle de 400 milliards de dollars en métal qui pourrait être débloquée à l'aide de la technologie d'Innord.

Geomega est d'avis que les RB présentent une opportunité idéale pour étendre la technologie d'extraction d'Innord. S'appuyant sur les atouts et la polyvalence de sa technologie, Innord cherchait à identifier les grands défis liés aux déchets industriels et miniers présentant les caractéristiques suivantes :

- Teneur élevée en fer (Fe) dans les RB > 40 % Fe2O3
- Perte de métaux critiques et stratégiques dans les résidus (éléments de terres rares, scandium, titane et vanadium)
- Besoin de recyclage des réactifs et de réduction du volume des résidus

La propriété de la propriété intellectuelle développée par Innord dans le cadre de ces travaux de recherche restera la propriété de la Société. Les RB représentant un défi mondial, Innord développe la technologie dans le but de la rendre disponible à l'échelle mondiale via une structure de licence / redevance une fois que la technologie aura démontré sa faisabilité économique et environnementale à plus grande échelle.

Par rapport aux méthodes existantes (moins de 5 % des RB global sont utilisés aujourd'hui) et contrairement aux approches métallurgiques précédemment développées qui ne font que déplacer l'impact environnemental vers les effluents et/ou d'autres résidus, ne fournissent qu'une réduction de volume insuffisante ou n'ont qu'une viabilité économique limitée, le processus d'Innord a le potentiel d'offrir les avantages suivants :

- Réduction significative du volume de résidus (> 80 %)
- Minimiser les effluents en recyclant les principaux réactifs, ce qui réduirait à son tour les coûts d'exploitation et éviterait de créer d'autres flux de déchets

Rapport de gestion
Pour l'exercice terminé le 31 mai 2021

4. ACTIVITÉS D'EXPLORATION ET DE VALIDATION DE LA TECHNOLOGIE DE SÉPARATION (SUITE)

- Maximisation de la valeur des métaux disponibles, améliorant ainsi l'économie du processus, qui comprend :
 - Métaux traditionnels en vrac tels que Al et Fe
 - Concentrés de métaux stratégiques (ETR, Sc, Ti, V)

Les travaux en cours se poursuivent pour tester et valider le processus à petite échelle en vue d'essais pilotes potentiels, en mettant l'accent sur la caractérisation des flux de sortie et l'étude de faisabilité technico-économique de la technologie. Le partenaire industriel apporte du matériel pour les tests et l'expertise sur diverses spécifications de flux de produits.

5. FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Au cours de l'exercice 21, la Société a déclaré une perte nette de 1 453 763 \$ (perte nette de 1 544 129 \$ au cours de l'exercice 20). Les principales variations sont les suivantes:

- Jetons de présence de néant (33 750 \$ au cours de l'exercice 20). La partie en espèces de la rémunération des administrateurs a été éliminée au T4-20 suite aux incertitudes liées à la COVID-19.
 Il n'y a toujours pas de rémunération en espèces pour les administrateurs qui reçoivent uniquement des options d'achat d'actions.
- Frais d'exploration et d'évaluation, déduction faite des subventions et des crédits d'impôt de 354 217 \$ (614 922 \$ à l'exercice 20). Voir le sommaire des dépenses à la section 4.1. Au cours de l'exercice 21, la Société a effectué des travaux géophysiques sur sa propriété Montviel (voir la section 4.1 pour plus de détails). Quant aux dépenses d'évaluation, alors que la Société a engagé 77 400 \$ en frais d'ingénierie pour l'exercice 21 comparativement à 494 449 \$ pour l'exercice 20, elle a embauché 4 nouveaux employés pour faire avancer le projet, ce qui explique une partie de l'augmentation de 170 907 \$ des salaires pour le processus de séparation.
- Déplacements, conventions et relations avec les investisseurs de 313 407 \$ (263 536 \$ au cours de l'exercice 20). Avec l'augmentation du niveau d'activité et l'approche de la production d'oxydes de terres rares à partir de l'usine de démonstration, la Société a commencé au cours de l'exercice 20 à investir davantage en marketing afin d'accroître sa visibilité sur le marché. La variation des dépenses provient provient de la portion de la rémunération à base d'actions qui est passée de 73 250 \$ au cours de l'exercice 20 à 130 610 \$ pour l'exercice 21. Cette augmentation est due à une augmentation de l'évaluation Black & Scholes des options émises en 2021 en raison d'une augmentation du cours de l'action et de la volatilité.
- Amortissement de l'actif au titre de droits d'utilisation de 80 294 \$ (30 111 \$ au cours de l'exercice 20). Cette dépense représente l'amortissement du bail à long terme signé en février 2020 pour l'usine de démonstration qui sera construite à Saint-Bruno-de-Montarville. La charge de location du nouveau local à Saint-Bruno-de-Montarville se répartit entre l'amortissement du droit d'usage, le loyer (pour la partie des frais de fonctionnement) et les frais financiers (intérêts sur l'obligation de location) ce qui explique aussi l'augmentation des charges locatives et des charges financières.

Rapport de gestion Pour l'exercice terminé le 31 mai 2021

5. FAITS SAILLANTS FINANCIERS (SUITE)

- Quote-part de la perte d'une entreprise associée de 154 651 \$ (553 957 \$ au cours de l'exercice 20) et perte nette sur la dilution du placement dans une entreprise associée de 10 986 \$ (gain de 137 029 \$ au cours de l'exercice 20). Kintavar est la seule entreprise associée de la Société et cette participation est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Les dépenses ont été considérablement inférieures à celles de l'exercice 20, à la fois en raison de la COVID-19 qui a retardé certains travaux sur le terrain et de la nature des travaux réalisés. Bien qu'aucun forage n'ait été effectué au cours des 12 derniers mois, l'équipe s'est davantage concentrée sur la mise à jour de nouveaux territoires grâce à l'exploration. Des émissions d'actions ont été effectuées dans Kintavar pour les exercices 21 et 20, ce qui explique les gains et les pertes sur la dilution de l'investissement.
- Gain sur disposition d'immobilisations corporelles de 50 000 \$ (111 523 \$ au cours de l'exercice 20).
 Au cours de l'exercice 21, la Société a vendu les dortoirs situés sur la propriété Montviel pour un montant total de 50 000 \$. Au cours de l'exercice 2021, l'entrepôt situé à Lebel-sur-Quevillon a été vendu pour 175 000 \$ et certains équipements roulants ont été vendus pour 19 501 \$. Ces transactions s'inscrivent dans la stratégie de la Société de se concentrer sur son usine de recyclage de terres rares.
- Frais de financement de 62 115 \$ (29 590 \$ au cours de l'exercice 20). Les frais financiers sont principalement composés des intérêts sur le bail qui a débuté en février 2020 pour la location de l'immeuble à Saint-Bruno-de-Montarville (55 598 \$ au cours de l'exercice 21 et 20 747 \$ au cours de l'exercice 20).
- Perte de change de 46 179 \$ (gain de 43 923 \$ au cours de l'exercice 20). La Société détient une partie de sa trésorerie en dollars américains (441 740 \$ au 31 mai 2021 et 198 194 \$ au 31 mai 2020) qui sera utilisée pour acheter des équipements pour l'usine de démonstration. Le taux de change entre l'USD et le CAD est passé de 1,37678 au 31 mai 2020 à 1,20804 au 31 mai 2021, ce qui explique une partie de la perte au cours de l'exercice 21.
- Perte sur actions émises en règlement d'une dette de 16 889 \$ (néant au cours de l'exercice 20).
 Cette charge représente la différence entre la juste valeur des actions à la date d'émission et la valeur à la date de l'accord de règlement en actions du passif. Voir la section 2.2 pour plus de détails sur cette transaction.

5.1 Informations annuelles sélectionnées

	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019
	\$	\$	\$
Perte opérationnelle	(1 218 928)	(1 376 340)	(797 009)
Autres gains (pertes)	(234 835)	(176 746)	218 551
Perte nette	(1 453 763)	(1 544 129)	(578 458)
Perte de base et diluée par action	(0,013)	(0,018)	(0,006)
Actifs totaux	5 752 438	3 128 020	2 272 884
Passifs non courants	(749 520)	(791 499)	-

Rapport de gestion Pour l'exercice terminé le 31 mai 2021

5. FAITS SAILLANTS FINANCIERS (SUITE)

5.2 Instruments de capitaux propres en circulation

	Au 27 septembre 2021	Au 31 mai 2021
	Nombre d'actions	Nombre d'actions
Actions	129 867 211	128 224 536
Options d'achat d'actions	8 496 250	9 296 250
Bons de souscription	16 512 593	17 250 468
Options de courtier	526 544	631 344
Actions – entièrement diluées	155 402 598	155 402 598

6. RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Pour les huit trimestres les plus récents :

	T4-21	T3-21	T2-21	T1-21
	\$	\$	\$	\$
Perte opérationnelle	361 789	305 207	227 805	324 127
Autres (gains) pertes	71 629	110 824	(3 654)	56 036
Perte nette et globale	433 418	416 031	224 151	380 163
Perte de base et diluée par				
action	0,003	0,003	0,002	0,004
Total des actifs	5 752 438	5 873 251	5 053 886	2 888 289

	T4-20	T3-20	T2-20	T1-20
	\$	\$	\$	\$
Perte opérationnelle	403 973	349 222	329 417	293 728
Autres (gains) pertes	76 890	133 706	(82 607)	39 800
Perte nette et globale Perte de base et diluée par	480 863	482 928	246 810	333 528
action	0,007	0,005	0,003	0,004
Total des actifs	3 128 020	3 688 953	3 000 490	3 234 563

Tel qu'indiqué à la note 1, la Société est en phase d'exploration et d'évaluation. Elle n'a pas encore commencé à générer des revenus et il est donc normal de retrouver une perte nette aux résultats.

La perte d'exploitation a été relativement stable au cours des 8 derniers trimestres, les activités se concentrant sur les dernières étapes de l'ingénierie pour la construction du plan de démonstration pour le recyclage des aimants en terres rares. Considérant que le travail est effectué par le personnel interne en parallèle avec une firme d'ingénierie, la plus grande partie de la variation provient de la facturation de la firme d'ingénierie, qui variait selon les jalons franchis.

Au cours du T2-21, la Société a levé plus de 2,5 M\$ par le biais d'un placement privé (voir section 2.1) ce qui explique l'augmentation des actifs totaux.

Rapport de gestion Pour l'exercice terminé le 31 mai 2021

6. RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS (SUITE)

Aux T2-21 et au T2-20, les autres revenus ont été principalement générés par le gain sur cession d'immobilisations corporelles qui ont eu lieu sur les deux exercices (voir section 2.3) suite à la cession d'un camp au cours de l'exercice 21 et d'un entrepôt au cours de l'exercice 20.

7. SITUATION DE LA TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 31 mai 2021, la Société possédait 3 389 195 \$ en trésorerie et équivalents de trésorerie. La Société disposait d'un fonds de roulement de 3 407 874 \$ (435 805 \$ au 31 mai 2020).

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à préserver sa capacité de poursuivre ses opérations ainsi que ses programmes d'E&E. Elle gère la structure de son capital et y apporte des ajustements en fonction des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut émettre de nouvelles actions, acquérir ou vendre des titres miniers pour améliorer sa flexibilité et sa performance financière. Durant l'exercice 2021, la Société a émis des actions ordinaires (note 13), a reçu le produit des bons de souscription exercés de 1,42 M \$ et a sécurisé une dette supplémentaire garantie pour 1,33 M \$ qui s'ajoutera au 1,72 M \$ sécurisé à l'exercice 2020 afin de financer la construction de son usine de démonstration. Le prêt sera sans intérêt, pour une durée de 8 ans, avec un remboursement annuel du principal débutant 24 mois après le premier prélèvement, qui n'a pas encore eu lieu. Le capital de la Société se compose des capitaux propres et les soldes et changements dans les capitaux propres sont reflétés dans l'état des variations des capitaux propres.

8. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En date du 31 mai 2021, la Société s'est engagée à verser les paiements minimaux futurs de capital et d'intérêts sur la dette comme suit:

			Plus de 5	
	Jusqu'à 1 an	1 à 5 ans	ans	Total
	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et frais courus	220 018	-	-	220 018
Obligation locative – Entente contractuelle				
courante ¹	111 600	334 800	-	446 400
Obligation locative – Option de				
renouvellement future 1	-	111 600	427 800	539 400
Dette à long terme (note12)	-	80 000	-	80 000
- ;	331 618	526 400	427 800	1 285 818

Le montant présenté comme passif dans l'état consolidé de la situation financière est basé sur une durée prévue de 10 ans. Puisque la Société peut décider de ne pas renouveler le bail après 5 ans, le montant présenté dans le tableau ci-dessus a été réparti entre l'échéance contractuelle actuelle et le futur renouvellement de cinq ans. De plus, les montants présentés dans le tableau ci-dessus comprennent à la fois les paiements de location fixes et variables tandis que le montant présenté au passif dans l'état de la situation financière ne comprend que les paiements fixes.

9. ARRANGEMENTS HORS BILAN

La Société n'a aucun arrangement hors bilan.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2021

10. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

10.1 Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de la Société sont les administrateurs, le président et chef de la direction, le chef des finances, le directeur de la technologie et le vice-président exploration. La rémunération des principaux dirigeants comprend les charges suivantes :

	Exercice 2021	Exercice 2020
	\$	\$
Rémunération à court terme du personnel		
Salaires	223 250	298 085
Jetons d'administrateurs	-	33 750
Charges sociales	37 506	51 767
Total de la rémunération à court terme du personnel	260 756	383 602
Rémunération à base d'actions	97 237	89 588
Total de la rémunération	357 993	473 190

10.2 Transactions avec des parties liées

Dans le cours normal des affaires :

Un cabinet dont un dirigeant était associé a facturé des honoraires professionnels s'élevant à 42 982 \$ (14 300 \$ au cours de l'exercice 2020).

Hors du cours normal des affaires :

- ◆ Un administrateur a participé à un placement privé en novembre 2020. 85 000 actions de la Société ont été achetées au prix de 0,17 \$ pour une valeur totale de 14 450 \$.
- ◆ Des dirigeants et administrateurs de la Société ont exercé 500 000 options durant l'exercice 2021 pour une valeur totale de 35 000 \$.
- ◆ Le 27 janvier 2021, un administrateur et un dirigeant ont reçu ensemble 25 928 actions dans le cadre d'une transaction de règlement de dette en actions pour une valeur de 8 816 \$. Voir la note 13.2 dans les états financiers annuels consolidés pour plus de détails sur la transaction.
- ◆ Les administrateurs et dirigeants de la Société ont participé à un placement privé en juillet 2019. 450 250 actions de la Société ont été achetées au prix de 0,14 \$ pour une valeur totale de 63 035\$.

10.3 Indemnités en cas de fin d'emploi ou changement de contrôle

Certains contrats de travail entre l'équipe de direction et la Société contiennent des indemnités en cas de fin d'emploi ou de changement de contrôle. Si la cessation d'emploi sans motif sérieux ou un changement de contrôle impliquant des modifications importantes dans les fonctions attribuées à des membres de la haute direction avait eu lieu le 31 mai 2021, les montants à payer pour l'équipe de la haute direction auraient totalisé 337 025 \$ et 1 098 100 \$ respectivement. Dans le cas d'une cessation d'emploi avec motif sérieux, aucune indemnité ne sera versée.

10.4 Facturation selon l'entente avec Kintavar et sa filiale

	Exercice 2021	Exercice 2020
	\$	\$
Exploration et évaluation, net des crédits d'impôt	(9 545)	42 435
Vente d'équipement	-	19 501
Déplacements, conventions et relations avec les investisseurs	15 464	10 494
Loyer	12 025	10 900
Total	17 944	83 330

Au 31 mai 2021, le montant à recevoir de Kintavar s'élevait à 3 558 \$ (37 394 \$ au 31 mai 2020).

Rapport de gestion
Pour l'exercice terminé le 31 mai 2021

11. INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société est exposée à différents risques financiers résultant à la fois de ses activités et de ses investissements. La direction de la Société gère les risques financiers. La Société n'a pas recours à des transactions d'instruments financiers, incluant des instruments financiers dérivés, à des fins de spéculation. Les principaux risques financiers et les politiques financières en la matière sont décrits dans les états financiers annuels consolidés du 31 mai 2021, à la note 23.

12. RÉGIME D'OPTION D'ACHAT D'ACTIONS

Le régime d'option d'achat d'actions vise à servir d'incitatif aux administrateurs, dirigeants, employés ainsi qu'aux fournisseurs de services qui seront motivés par le succès de la Société ainsi qu'à promouvoir la propriété d'actions ordinaires de la Société par ces personnes. Il n'y a pas d'indicateur de performance lié au régime relativement à la profitabilité ou à la gestion des risques. Le nombre maximum d'actions ordinaires dans le capital de la Société qui pourrait être réservé pour attribution en vertu du régime est limité à 10 % des actions en circulation.

13. RISQUES ET INCERTITUDES

Un placement dans les titres de la Société est très spéculatif et comporte de nombreux et importants risques. Ces investissements ne doivent être effectués que par des investisseurs dont les ressources financières sont suffisantes pour leur permettre d'assumer ces risques et qui n'ont pas besoin d'une liquidité immédiate de leurs investissements. Les investisseurs éventuels devraient examiner attentivement les facteurs de risque qui ont eu et qui pourraient à l'avenir avoir une incidence sur la Société et sa situation financière.

La discussion qui suit passe en revue un nombre important de risques qui, selon la direction, pourraient avoir une incidence sur les opérations de la Société. D'autres risques, non compris dans cette liste, peuvent ou pourraient éventuellement se manifester dans le secteur d'activité de la Société.

13.1 Risque lié à la volatilité des marchés financiers

Ces dernières années, les marchés boursiers ont connu un niveau élevé de volatilité des prix et de volume et les prix du marché des titres de nombreuses entreprises ont connu d'importantes fluctuations de prix qui ne sont pas nécessairement liées à la performance d'exploitation, la valeur des actifs sous-jacents ou aux perspectives de ces sociétés. Il ne peut y avoir aucune assurance que ces fluctuations ne continueront pas. On peut s'attendre à ce que, nonobstant toute réussite potentielle de la Société dans la création de valeur d'actifs, de revenus potentiels ou de flux de trésorerie, le cours de l'action de la Société sera soumis à l'évolution du marché en général, et que la valeur des actions ordinaires de la Société sera affectée par une telle volatilité.

En raison de cette volatilité extrême des marchés, les investisseurs se détournent des actifs qu'ils considèrent comme étant risqués pour se tourner vers ceux qu'ils perçoivent comme l'étant moins. Des sociétés comme Géoméga sont considérées comme des actifs à risque élevé et leurs titres sont hautement spéculatifs. Étant donné la volatilité des marchés et le faible niveau de confiance des investisseurs, il peut être difficile pour la Société d'accéder aux marchés financiers pour réunir les capitaux dont elle aura besoin pour financer son niveau actuel de dépenses.

Rapport de gestion
Pour l'exercice terminé le 31 mai 2021

13. RISQUES ET INCERTITUDES (SUITE)

13.2 Risque de dilution des actions ordinaires

Pendant la durée de vie des options d'achat d'actions, des bons de souscription, des débentures convertibles et des droits d'échange d'actions, les détenteurs ont la possibilité de bénéficier d'une augmentation du prix de marché des actions ordinaires résultant en une dilution des actionnaires dans l'intérêt de la Société. Les détenteurs peuvent exercer ces titres à un moment où la Société aurait peut-être été en mesure d'obtenir du capital nécessaire grâce à une offre de titres à des conditions plus favorables que celles prévues par les droits de circulation. L'augmentation du nombre d'actions ordinaires sur le marché, si tous ou une partie de ces droits en circulation ont été exercés, et l'éventualité que ces actions supplémentaires pourraient être vendues, pourrait avoir un effet dépressif sur le prix des actions ordinaires.

De plus, la Société aura besoin de fonds supplémentaires pour financer la poursuite de travaux d'exploration. Si la Société réunit des fonds supplémentaires en émettant des actions supplémentaires, ce financement pourrait avoir un effet dilutif sur les participations des actionnaires de la Société.

13.3 Risque lié aux conditions de l'industrie

L'exploration et la mise en valeur des ressources minières comportent des risques significatifs que même une évaluation soignée alliée à l'expérience et au savoir-faire ne peut éviter. D'importants investissements doivent être effectués préalablement à l'obtention de quelques revenus provenant des opérations. Plusieurs programmes d'exploration ne mènent pas à la découverte d'une minéralisation, ou la minéralisation découverte peut ne pas être en quantité suffisante pour une exploitation profitable. Des situations inhabituelles, des feux, des conflits de travail, inondations, explosions, glissements de terrain et l'impossibilité d'obtenir de la machinerie, de l'équipement ou de la main-d'œuvre sont quelques-uns des risques encourus dans la poursuite des programmes d'exploration et de l'exploitation minière.

La viabilité commerciale de l'exploitation de tout dépôt de métaux dépend aussi de plusieurs facteurs, dont les infrastructures, la règlementation gouvernementale, les prix, les taxes et les royautés. Aucune garantie ne peut être obtenue voulant que le minerai soit découvert en quantité, qualité, volume et teneur justifiant une exploitation commerciale sur les propriétés de la Société.

Plusieurs facteurs externes influent et peuvent avoir des impacts significatifs sur les résultats de la Société et sur ses besoins en financement et capitaux. De plus, l'exploitation d'un dépôt de terres rares comporte certains risques spécifiques à cette industrie, notamment la complexité et le coût de la séparation des terres rares, la difficulté potentielle à trouver des acheteurs et le potentiel que les acheteurs développent des technologies de remplacement qui utiliseraient moins ou pas d'ETR.

13.4 Titres de propriété

Bien que la Société a pris des mesures pour vérifier la validité des titres de propriété des biens miniers où elle mène des activités de prospection et acquiert des participations, en conformité avec les normes de l'industrie qui s'appliquent à la phase courante des travaux de prospection et d'évaluation, ces mesures ne garantissent pas la validité des titres de propriété de la Société, car ces titres peuvent être assujettis à des accords antérieurs non enregistrés ou à des revendications des peuples autochtones, ou encore peuvent ne pas être conformes aux exigences de la réglementation.

13.5 Permis et licences

Les opérations de la Société peuvent requérir des permis et des licences de différentes autorités gouvernementales. Il ne peut y avoir aucune assurance que la Société peut obtenir tous les permis et licences qui peuvent être requis aux fins de l'exploration, du développement et des opérations minières sur ses projets.

Rapport de gestion
Pour l'exercice terminé le 31 mai 2021

13. RISQUES ET INCERTITUDES (SUITE)

13.6 Réglementation environnementale et autres

Les lois, les règlements et les mesures actuelles, possibles ou futures en matière d'environnement pourraient entraîner des frais, des dépenses en immobilisations, des restrictions et des retards additionnels dans les activités de la Société dont on ne peut prévoir l'étendue. Les exigences de la réglementation et des normes environnementales sont constamment réévaluées et pourraient devenir beaucoup plus strictes, ce qui pourrait nuire sérieusement à la Société ou à son aptitude à mettre en valeur ses propriétés de façon économique. Avant que la production ne puisse débuter sur une propriété, la Société doit obtenir les approbations des autorités réglementaires et environnementales. Rien ne garantit que de telles approbations soient obtenues ou qu'elles le soient en temps opportun. Le coût lié à l'analyse des changements dans la réglementation gouvernementale pourrait réduire la rentabilité de l'exploitation ou empêcher entièrement la mise en valeur économique d'une propriété. La Société maintient un programme de gestion des risques environnementaux qui comprend des plans et des pratiques opérationnelles et est d'avis qu'elle est en conformité avec les lois environnementales en vigueur.

13.7 Objectifs de recherche et développement et avancement

La Société établit des objectifs et fait des déclarations publiques concernant les résultats de ses travaux de recherche et développement de son procédé de séparation ainsi que le moment prévu de ces résultats. Les résultats futurs et le calendrier des résultats, sont importants pour le succès de la Société, mais sont incertains et peuvent varier en raison de facteurs tels que les retards ou échecs dans les financements prévus de la Société, les incertitudes inhérentes au processus de recherche et développement, la dépendance à l'égard du personnel clé et d'autres facteurs. Rien ne garantit que la Société soit en mesure de respecter son calendrier actuel et d'obtenir les résultats de recherche et développement souhaités.

13.8 Législation minière et règlementation gouvernementale

Les activités de la Société exigent le respect des lois applicables ou de processus d'examen ainsi que l'obtention de permis d'utilisation du territoire ainsi que tous les autres permis et des autorisations similaires visant des activités minières globales futures et sont assujetties aux contraintes prévues dans ces lois. La Société estime qu'elle se conforme à tous égards importants aux lois existantes. Toutefois, il se peut que l'évolution de la réglementation gouvernementale ait une incidence défavorable sur la Société.

Même si la Société continue de s'assurer que ses projets d'exploration obtiennent le soutien des autorités municipales concernées et d'autres intervenants, il se peut que des modifications apportées aux différentes réglementations gouvernementales affectent ses projets d'exploration. En particulier, les projets d'exploration de la Société sont situés dans la province de Québec dont certains sont situés sur le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James. La création d'un Gouvernement Régional d'Eeyou Itschee Baie-James et les modifications apportées aux différentes terres de catégorie I, II et III pourraient entraîner un effet défavorable sur l'exploration et le développement des propriétés minières de la Société.

De plus, il se peut que des débats politique et social sur la distribution de la richesse minière au Québec et ailleurs entraînent une augmentation des redevances et des impôts miniers, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les activités minières de la Société.

13.9 Risques liés aux contrôles internes

Afin de pouvoir donner une assurance raisonnable que les états financiers et la divulgation financière de la Société sont fiables, la Société a la responsabilité de concevoir et implanter des contrôles internes appropriés. Toutefois, la direction n'est pas tenue de produire une attestation au regard de l'évaluation, la conception et l'efficacité des contrôles, et n'a pas effectué une telle évaluation.

Rapport de gestion
Pour l'exercice terminé le 31 mai 2021

13. RISQUES ET INCERTITUDES (SUITE)

La Société a revu ses contrôles concernant la divulgation financière et a identifié certaines faiblesses qui sont dues au faible nombre d'employés dans la Société, rendant impossible une ségrégation complète des tâches qui seraient considérées incompatibles dans une société ayant un plus grand nombre d'employés. De plus, des limites inhérentes à la capacité des dirigeants de la Société à mettre en place, à coût raisonnable, des contrôles pourraient se traduire par des risques additionnels quant à la qualité, la fiabilité, la transparence et au respect des délais dans le dépôt des rapports intermédiaires, annuels et autres rapports produits en vertu des lois sur les valeurs mobilières.

Ces faiblesses dans les contrôles internes de la Société pourraient résulter en une probabilité non négligeable que des erreurs matérielles ne soient pas détectées au niveau de la divulgation financière de la Société. La direction et le conseil d'administration travaillent afin de mitiger le risque de divulgation d'erreurs importantes. Toutefois, aucune assurance ne peut être donnée que ce risque peut être réduit à une probabilité négligeable de divulgation d'erreurs importantes.

13.10 Territoires et revendications autochtones

Bien que la Société possède les droits d'explorer ses propriétés minières, elle doit tenir compte des revendications potentielles des communautés autochtones environnantes de ses propriétés. La Société s'efforce d'entretenir de bonnes relations avec les communautés autochtones.

13.11 Fiscalité

Les crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources et les crédits de droits miniers pour pertes (« les crédits d'impôt ») sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer des administrations fiscales à la date de clôture de ses états financiers. Il existe toutefois des incertitudes quant à l'interprétation des règles fiscales, de même qu'en ce qui concerne le montant et le calendrier du recouvrement de ces crédits d'impôt. En conséquence, il peut y avoir une différence importante entre le montant comptabilisé au titre des crédits d'impôt à recevoir et le montant réel des crédits d'impôt reçu par suite de l'examen, par les administrations fiscales, des questions dont l'interprétation était incertaine ce qui aurait une incidence sur la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

13.12 Litige

Toutes les industries, y compris l'exploration minière, sont soumises à des poursuites judiciaires qui peuvent être avec ou sans mérite. Les frais de défense et de règlement peuvent être importants, même pour des demandes qui n'ont pas de mérite. Notamment, les litiges potentiels peuvent survenir par rapport à une propriété pour laquelle la Société est dans le processus d'évaluation, en vue d'en faire l'acquisition éventuelle, et/ou détient un intérêt direct ou indirect dans l'exploration et/ou le développement.

Géoméga peut ne pas avoir d'influence sur le litige ni avoir accès aux données reliées. Dans la mesure où les litiges résultent en l'arrêt ou la réduction (temporaire ou permanente) de l'exploration et du développement d'une propriété, il pourrait y avoir un effet défavorable important sur la valeur de la Société et sur sa situation financière. Le processus judiciaire est incertain en soi, et il ne peut y avoir aucune assurance que la résolution d'une procédure judiciaire n'aura pas d'incidence défavorable importante sur les flux de trésorerie futurs, les résultats d'exploitation ou la situation financière de la Société.

13.13 Dépendance au personnel clé

Le développement de la Société est et continuera d'être dépendant de son habilité à attirer et retenir un personnel de gestion et d'exploration minière compétent. La Société fait face à la concurrence d'autres sociétés minières.

Rapport de gestion
Pour l'exercice terminé le 31 mai 2021

13. RISQUES ET INCERTITUDES (SUITE)

13.14 Prix des métaux

Même si les programmes d'exploration de la Société sont couronnés de succès, des facteurs hors du contrôle de la Société peuvent affecter la mise en marché des minéraux traités. Historiquement, les prix des métaux ont fluctué largement et sont affectés par de nombreux facteurs hors du contrôle de la Société, incluant la conjoncture internationale, économique et politique, les anticipations sur l'inflation, les fluctuations de taux de change, les taux d'intérêt, les modèles de consommations globales et régionales, les activités spéculatives et les niveaux de production mondiale. L'effet de ces facteurs ne peut pas être prévu avec précision.

13.15 Compétition

L'industrie minière est intensément compétitive dans toutes ses phases. La Société est en compétition avec plusieurs compagnies possédant de plus grandes ressources financières et facilités techniques qu'elle pour l'acquisition d'intérêts miniers aussi bien que pour le recrutement et la rétention de personnel qualifié.

13.16 Conflit d'intérêts

Certains administrateurs de la Société sont aussi administrateurs, dirigeants ou actionnaires d'autres compagnies qui sont aussi engagées dans l'acquisition, le développement et l'exploitation de ressources naturelles. De telles associations peuvent occasionner des conflits d'intérêts. Les administrateurs de la Société sont requis par la loi d'agir honnêtement et de bonne foi au meilleur intérêt de la Société et de dévoiler tout intérêt qu'ils puissent avoir dans tout projet ou opportunité de la Société. Si un conflit d'intérêts survient à une réunion du conseil d'administration, tout administrateur en conflit dévoilera son intérêt et s'abstiendra de voter sur ce point.

14. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES, ESTIMATIONS, JUGEMENTS ET ERREURS

La préparation d'états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction fasse des estimations et émette des hypothèses qui ont des incidences sur les montants présentés aux états financiers et dans les notes afférentes. Une description complète et une présentation détaillée des principales méthodes comptables et des jugements, estimations et hypothèses utilisées par la Société sont fournies dans les états financiers consolidés annuels du 31 mai 2021, aux notes 1, 2, 3 et 4.

Les conventions comptables et les méthodes de calcul et de présentation utilisées dans la préparation des États Financiers sont conformes aux conventions et aux méthodes utilisées pour l'exercice financier précédent clos le 31 mai 2020, à l'exception des nouvelles conventions comptables décrites ci-après.

14.1 Amendements à l'IAS 1 Présentation des états financiers

L'IASB a apporté des modifications à l'IAS 1 Présentation des états financiers qui utilisent une définition cohérente de l'importance relative dans l'ensemble des IFRS et du Cadre conceptuel pour l'information financière, précisent quand les informations sont significatives et intègrent certaines des directives d'IAS 1 concernant les informations non significatives. En particulier, les modifications précisent que l'information est importante si l'omission, l'inexactitude ou l'obscurcissement peut raisonnablement influencer les décisions que les principaux utilisateurs d'états financiers à usage général prennent sur la base de ces états financiers, qui fournissent des informations financières sur un rapport spécifique entité. La matérialité dépend de la nature ou de l'ampleur de l'information, ou des deux. Une entité évalue si les informations, prises individuellement ou en combinaison avec d'autres informations, sont significatives dans le contexte de ses états financiers pris dans leur ensemble. La Société a adopté l'IAS 1 le 1er juin 2020, ce qui n'a pas eu d'incidence importante sur les informations à fournir dans les états financiers consolidés.

Rapport de gestion Pour l'exercice terminé le 31 mai 2021

15. RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers de la Société sont la responsabilité de la direction de la Société. Les états financiers ont été dressés par la direction conformément aux normes IFRS. Les états financiers renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations, de jugements et d'hypothèses. La direction a établi ces montants de manière raisonnable afin d'assurer une présentation juste des états financiers à tous les égards importants.

Les états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration sur la base des estimations, jugements et hypothèses présentés par la direction et des attestations du chef de la direction et du chef des finances.

Le 27 septembre 2021	
(S) Kiril Mugerman	(S) Mathieu Bourdeau
Kiril Mugerman	Mathieu Bourdeau
Président et chef de la direction	Chef de la direction financière

Information corporative

Dirigeants

Kiril Mugerman, Président et chef de la direction Alain Cayer, Vice-président exploration Mathieu Bourdeau, Chef de la direction financière Pouya Hajiani, Chef de la technologie

Administrateurs

Gilles Gingras, président du comité d'audit 1)
Kosta Kostic1)
Mario Spino 1)
Matt Silvestro
Nick Nickoletopoulos
Kiril Mugerman

Notes:

1) Membre du comité d'audit

Siège social

75 boul. de Mortagne Boucherville (Québec) J4B 6Y4

Tél.: (450) 641-5119

Site Internet: https://ressourcesgeomega.ca

Avocats

McMillan S.E.N.C.R.L., s.r.l./LLP 1000 Sherbrooke O., #2700 Montréal, Québec H3A 3G4

<u>Auditeurs</u>

PricewaterhouseCoopers, s.e.n.c.r.l. 1250, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 2500 Montréal (Québec) H3B 4Y1

Agent de transfert

Services aux investisseurs Computershare inc. 1500, rue Robert-Bourassa, bureau 700 Montréal (Québec) H3A 3S8

Tél.: (514) 982-7888